

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

L'an deux mil vingt-six, le mercredi 30 septembre à 18h00, les membres du conseil communautaire se sont réunis, salle du conseil, au 31 rue de Vire à Les Monts d'Aunay (commune déléguée Aunay – sur - Odon), sous la présidence de Madame Stéphanie LEBERRURIER présidente, suite à la convocation adressée le jeudi 24 septembre 2026 et affichée ce même jour.

NOMBRE DE MEMBRES EN EXERCICE : 50

ÉTAIENT PRESENTS : 44

AYANT PRIS PART A LA DECISION : 46

Étaient présents : Denis EUSTACHE, Christine LEMAIRE, Gérard PATRIX, Valérie LAMBERT, Alain LEGENTIL, Guillaume DUJARDIN, Sandra LEMARCHAND, Christophe LE BOULANGER, Nathalie HANICOT, Michel GENNEVIEVE, Bérengère MOREAU, Sylvie HARIVEL Jean- Yves BRECIN, Hélène REVERT, Audrey PICOT représentée par Jean-Yves LEMARCHAND son suppléant, Christophe LEMENNICIER, Philippe LEROUX, Isabelle FOUQUES-CARIOU, Romain TREFEU, Chantal SAVATTE, Jean-Michel SOUTUMIER, Florence BELLAMY, Steeve BOISSIER, Céline SORNIN-FEUILLET, Christine SALMON, Jean-Noël DUMAS, Bertrand GOSSET, Sophie LECHEVALIER-BOISSEL, Frédéric ENEE, Pascal CURY, Yves PIET, Stéphanie URBAIN, Marie-Jeanne MADELINE, Patrick DUCHEMIN, Gaële FILLÂTRE, Jérémie DESGUEE, Séverine MALHERBE, Anthony JAN, Carole VERRY, Thierry LECRES, Stéphanie LEBERRURIER, Sandrine MARY, Cédric MARIE, Alexandre LEBASTARD, conseillers communautaires.

Étaient absents excusés ayant donné un pouvoir : Serge PIERRE a donné pouvoir à Cédric MARIE, Delphine GUILBERT a donné pouvoir à Stéphanie LEBERRURIER.

Étaient absents excusés : Edith LANGLOIS, Michel LE MAZIER, Thierry PAY

Était absent : Rodrigue SIMEON.

Après avoir installé le conseil communautaire, Madame la Présidente procède à l'appel. Le quorum étant atteint, elle ouvre la séance.

Madame la présidente annonce préalablement les pouvoirs donnés pour ce conseil et les excusés.

Madame Sandra LEMARCHAND a été élue à l'unanimité secrétaire de séance.

DELIBERATION 20260930-13 : RH_CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT DE CHARGE D'AGENCE POSTALE DE VAL D'ARRY

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,

Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,

Vu la décision n°20190702-9 du Bureau Communautaire du 2 juillet 2019 portant création d'un emploi permanent à temps non complet de chargé d'agence postale sur le grade d'adjoint administratif principal 2ème classe,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources en date du 8 septembre 2026,

Madame la Présidente informe l'assemblée que l'agent en charge de l'agence postale de Val d'Arry a décidé de quitter son poste prochainement. L'emploi occupé par cet agent, créé par le Bureau Communautaire en 2019, ne permet de recruter que des adjoints administratifs principaux de 2ème classe.

Ainsi, afin d'élargir les possibilités de recrutement d'une part et mettre en cohérence l'emploi avec l'organigramme des grades maxima d'autre part, il est proposé au Conseil Communautaire de créer un nouvel emploi permanent à temps non complet, sur la base de 17/35ème de chargé d'agence postale de Val d'Arry.

Pour information, il sera proposé lors d'un prochain Conseil Communautaire de supprimer le poste actuel créé en 2019 après avis du Comité Social Territorial.

Vote : Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- **DE CREER** un emploi permanent sur la base de 17/35ème, de chargé d'agence postale de Val d'Arry, de catégorie B et C sur :
 - Le grade de rédacteur du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,
 - L'ensemble des grades du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.
- **D'AUTORISER** Madame la Présidente à recruter un agent titulaire ou contractuel selon les dispositions de l'article L332-8-2° du code général de la fonction publique (lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté, sous réserve du contrôle du juge administratif ; contrat à durée déterminée - 3 ans au plus, renouvelable par reconduction expresse CDI après 6 ans) ou selon l'article L.332-14 du code général de la fonction publique (vacance temporaire d'emploi),
- **DE MODIFIER** le tableau des effectifs,
- **D'AUTORISER** Madame la Présidente à signer tous les documents afférents.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an que susdits.
POUR EXTRAIT CONFORME :

Le Secrétaire de séance,
Sandra LEMARCHAND



La Présidente,
Stéphanie LEBERRURIER